



Les politiciens et les médias allemands poussent à la guerre avec Damas

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2017

[wsws.org](#) 8 avril 2017

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Après l'attaque alléguée au gaz toxique dans la province syrienne d'Idlib, les politiciens et les organes de presse allemands sont passés en mode de guerre. Alors que les circonstances restent tout à fait floues et que tout converge vers la thèse d'une provocation impérialiste, le gouvernement allemand et d'autres puissances européennes préconisent le renversement du régime Assad et une confrontation avec la Russie.

Mercredi, en marge du sommet de donateurs pour la Syrie à Bruxelles, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a qualifié l'attaque chimique en Syrie de « crime de guerre barbare » et a réclamé des représailles. « Les responsables de cette barbarie au sein du régime d'Assad doivent être tenus responsables. Et il ne peut y avoir d'alignement sur le régime Assad, même dans la lutte contre les terroristes du soi-disant "État islamique", a-t-il dit. « En tant qu'allié du régime Assad », la Russie a « une responsabilité particulière ».

Gabriel n'a laissé aucun doute sur le but principal des puissances impérialistes en Syrie et qui est le renversement d'Assad. La lutte contre l'État islamique est « importante », mais l'on ne peut « accepter que la lutte contre les crimes de la guerre civile en Syrie, la torture, les attaques au gaz toxique, soient reléguées au second rang ». Le « processus politique pour une nouvelle constitution, les élections libres et la fin démocratique du régime Assad » sont « la condition préalable à une paix permanente dans la région. »

C'est un mensonge cynique de la part du gouvernement allemand de prétendre qu'il s'intéresse à la « démocratie », à la « paix » et aux « droits de l'homme » au Moyen-Orient. Au cours de ces derniers jours il a été rendu public que l'armée allemande avait fourni les coordonnées pour un massacre en Syrie qui a tué au moins 33 personnes, dont des femmes et des enfants.

Contrairement à la guerre en Libye en 2011, l'Allemagne a été dès le départ l'une des parties belligérantes en Syrie en cherchant à faire valoir ses intérêts économiques et géostratégiques au Moyen-Orient. En 2012 déjà, le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP, groupe de réflexion proche du gouvernement allemand) et des sections de l'opposition syrienne, avaient mis en marche le projet « Le jour d'après » et rédigé une « vision complète d'un ordre post-Assad ». Puis, à la fin de 2015, l'armée allemande est intervenue directement dans le conflit avec des avions de combat Tornado, un navire de guerre et 1200 soldats.

Le gouvernement allemand cherche maintenant à utiliser l'attaque au gaz pour renforcer sa position au sein de la coalition dirigée par les États-Unis. Son principal souci ce faisant n'est pas le bien-être de la Syrie, mais plutôt que, sous le président Trump, les États-Unis maintiennent l'objectif de renverser Assad en garantissant à l'Allemagne une part du butin lors du pillage de la Syrie.

« L'attaque brutale et inhumaine au gaz ne peut pas rester sans conséquences », a déclaré au magazine *Der Spiegel* le chef du groupe parlementaire SPD Thomas Oppermann. Cependant, « les menaces brandies par le président Trump selon lesquelles les États-Unis feraient cavalier seul » ne feraient rien pour améliorer la situation. Néanmoins, la face verbale de Trump à l'égard d'Assad et sa politique syrienne restent « très contradictoires » et « ce va-et-vient politique » rend plus ardue la réalisation d'« un consensus au sein de la communauté internationale qui est nécessaire à la résolution du conflit », a ajouté Oppermann.

Le parti des Verts a parlé en des termes similaires. Dans un entretien avec la presse la députée parlementaire des Verts Franziska Brantner a demandé au président américain d'en finir avec son « parcours en zigzag » à l'égard d'Assad et d'adopter une position claire contre lui. « Je pense que les conflits sont tout simplement trop graves pour que nous continuions à suivre une telle manœuvre. Les Européens doivent exiger une déclaration claire. »

Par « déclaration claire », Brantner veut dire une intervention militaire majeure. « La question étant, combien de temps voulons-nous être spectateur. Il existe en fait une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU de 2015 qui indique sans équivoque que si une autre attaque au gaz toxique a lieu, les mesures prévues au chapitre VII seront adoptées. Il s'agit des mesures les plus sévères des Nations Unies. » Pour atteindre les personnes dans une situation désespérée des « ponts aériens » devraient être mis en place et être sécurisés militairement, a-t-elle poursuivi.

La proposition de Brantner vise « sans équivoque » à provoquer un changement de régime à Damas. En mars 2011, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne en Libye en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies et qui fut également justifié par des arguments « humanitaires », avait été le prétexte à une guerre aérienne massive de l'OTAN contre ce pays riche en pétrole, et qui connut son brutal apogée avec le meurtre de Mouammar Kadhafi par les rebelles islamistes soutenus par l'Occident.

En Syrie, la mise en place de « ponts aériens » et l'intervention de l'armée conformément au Chapitre VII mèneraient à une confrontation directe avec la Russie et l'Iran qui sont dotés de l'arme nucléaire et les principaux alliés d'Assad.

Et pourtant, Gregor Gysi, le président de la Gauche européenne au Parlement européen, a appelé à une intervention plus agressive, indépendamment de qui était responsable « de l'épandage du gaz toxique en Syrie ». Il a ajouté : « Soit c'était une attaque de gaz, alors à un moment donné les responsables doivent rendre des comptes pour des crimes de guerre. Ou bien une usine de gaz toxique a été bombardée où d'autres troupes, et pas des troupes gouvernementales syriennes, produisaient du gaz. » Le politicien du parti *Die Linke* a poursuivi, « Ils devraient également être farouchement critiqués et tenus pour responsables. »

L'intervention de la Russie en Syrie ayant recoupé les plans du gouvernement allemand et

conduit les milices islamistes au bord de la défaite, les médias allemands font aussi une campagne de plus en plus hystérique en faveur d'une action militaire contre Damas.

Hubert Wetzel qui en 2013 avait réclamé le lancement d'une « salve de missiles de croisière sur le quartier général de l'armée de Bachar al-Assad », a écrit jeudi dans *le Süddeutsche Zeitung* un papier intitulé « Maintenant, c'est la guerre de Trump » : « Une vérité ne devient pas un mensonge juste parce que le menteur Donald Trump l'a dit. C'est pourquoi Trump a raison. Le dictateur syrien Bachar al-Assad continue d'assassiner sa propre population en continuant de gazer des femmes et des enfants à cause de la « faiblesse et de l'indécision » de Barack Obama, comme l'a dit Trump en parlant de l'ancien président. »

Il a ensuite ajouté : « Un président avait gouverné à Washington qui avait tracé des lignes rouges dans le ciel mais sans jamais les défendre. Aujourd'hui, un président gouverne à Washington qui pensait jusque-là qu'Assad était un gentil monsieur et que la Russie – une partie belligérante en Syrie – était un partenaire pour la paix ; qui n'a pas tracé de lignes rouges, mais qui pense qu'un grand nombre de lignes qu'il n'a jamais tracées ont été franchies. Assad n'a pas à s'inquiéter pour l'instant. »

Berthold Kohler, coéditeur du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, a déclaré : « Tous les regards sont également tournés vers le Kremlin, car sans l'attaque russe à l'avantage du boucher Assad, son régime n'existerait plus. Il semble que l'on ait finalement compris à Washington que la Russie n'est pas simplement intervenue dans la guerre civile syrienne par amour du prochain. » Pour lui, les États-Unis, toutefois, tout comme l'Europe, « n'ont toujours pas de plan pour empêcher qu'Assad ne gaze son peuple. »

Johannes Stern

Article original, WWSW, paru le 8 avril 2017

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Johannes Stern, wsws.org, 2017

Articles Par : Johannes Stern

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca